Transitions dans le monde arabe : printemps ou automne ?

David S. Sorenson, PhD*

Dans les premiers mois de 2011, une vague de manifestations de masse déferla sur une grande partie du monde arabe, associant l'espoir à la tristesse et à l'appréhension quant à l'avenir. Alors que certaines manifestations entraînèrent le départ vers l'exil de plusieurs présidents au pouvoir depuis longtemps, d'autres chefs d'état mobilisèrent leurs forces de sécurité et infligèrent de lourdes pertes aux populations civiles pour garder leur mainmise sur le pouvoir central. Cet article examine certaines des raisons à l'origine des révoltes qui agitèrent de nombreux pays arabes et analyse certains résultats et conséquences possibles, aussi bien pour le monde arabe que pour les États-Unis. Les récents évènements soulèvent un certain nombre de questions :

- Les proverbiales cent fleurs du Printemps de la démocratie s'épanouiront-elles dans les états arabes qui ont expulsé leur chef ou défient actuellement des autocraties établies ?
- L'établissement de la démocratie deviendra-t-il viable via la création d'institutions démocratiques et l'élargissement du soutien populaire, ou l'établissement d'une démocratie incomplète finira-t-il par conduire à la déception et à un possible rejet de la démocratie ?
- Les correctifs apportés aux conditions économiques ayant contribué aux vagues de populisme dans le monde arabe suivront-ils les règles de la démocratisation et du capitalisme laïc ?
- Les forces religieuses, marginalisées au début des révolutions populaires, s'imposeront-elles à nouveau par des voies démocratiques et, si cela se produit, la démocratie survivra-t-elle à une possible radicalisation religieuse ?
- Une démocratisation du monde arabe pourrait-elle rendre le Moyen Orient moins enclin à la guerre ?

---

*L'auteur est professeur d'études de sécurité internationale à l'*US Air War College*. Il a publié six ouvrages et quatre autres soit sous sa direction soit en codirection. Il est également l'auteur de nombreux articles et chapitres de livres traitant de la politique au Moyen-Orient, de la politique budgétaire en matière de défense et des affaires de sécurité nationale. Il a obtenu son doctorat à l'École supérieure d'études internationales de l'Université de Denver.

L'auteur aimerait remercier Evelyn A. Early, Michael Guillot et Christopher Hemmer pour les commentaires très utiles qu'ils offrirent à propos d'une version antérieure du présent article.

- Les États-Unis modifieront-ils leur politique au Moyen Orient dans le sillage du soi-disant Printemps arabe ?

Les débuts du « Printemps arabe »

En décembre 2010, Mohamed Bouazizi, 26 ans, originaire de Bouzid, en Tunisie, incapable de trouver du travail malgré un diplôme d'informatique, fut poursuivi par les autorités pour vente de légumes sur chariot sans permis. La police le harcela et confisqua ses produits. Lorsqu'il déposa une plainte auprès d'une magistrate, celle-ci l'aurait giflé. Sa frustration et son humiliation le conduisirent à s'arroser de diluant et en s'immolant. Il succomba à ses brûlures deux semaines plus tard. Des vidéos de Bouazizi enveloppé de bandages se répandirent rapidement dans toute la Tunisie et des foules en colère se rassemblèrent pour exiger la démission du président Zine El Abidine Ben Ali, qui avait dirigé le pays d'une façon autocratique depuis 1988.

Après plusieurs semaines de violence entre les forces de sécurité et les manifestants, les chefs militaires tunisiens exigèrent le départ de Ben Ali du pays. Chose étonnante, il obtempéra et s'en alla à destination de l'Arabie Saoudite, devenant ainsi le premier autocrate arabe depuis des décennies à s'effacer lorsque confronté à un soulèvement populaire. Fait encore plus significatif, son départ déclencha, dans un certain nombre de pays arabes, une vague de mouvements populaires qui ouvrit la voie à ce que la presse appela le Printemps arabe, dans des pays aux niveaux les plus faibles de démocratisation dans le monde.

En Egypte, le slogan « La Tunisie est la solution » remplaça « L'Islam est la solution » lorsque le mouvement s'étendit au Caire. Le mécontement à l'encontre du régime de Hosni Moubarak, qui avait parfois débouché au fil des ans sur des manifestations de colère, se raviva lorsque les Egyptiens virent les Tunisiens se soulever contre Ben Ali. Des foules de plus en plus nombreuses se rassemblèrent sur la place Tahrir du Caire et en d'autres lieux. Leur mécontentement reflétait certains des mêmes problèmes qui avaient été à l'origine des manifestations tunisiennes : économie nationale peu performante, corruption largement répandue et perte de confiance envers le système électoral, dont de nombreux Egyptiens étaient convaincus qu'il avait été particulièrement manipulé en faveur des partisans du régime lors des élections générales de 2005. Les foules devinrent de plus en plus nombreuses sur la place Tahrir ainsi qu'ailleurs en Egypte et, après de multiples signaux prêtant à confusion de la part du régime et des accès de violence provoqués par les forces de sécurité de l'État, des officiers supérieurs de l'armée égyptienne se joignirent aux manifestants pour leur apporter leur soutien. Une base importante de soutien s'étant ainsi désintégrée, le président Moubarak embarqua dans un avion à destination de Charm El-Cheikh, laissant derrière lui une

confusion considérable, nombreux étant ceux qui, sur la place, réalisèrent qu'ils allaient se lancer dans l'inconnu, sur le long chemin menant à la reconstruction.

Des décennies de stagnation politique et de contrôle directif dans de nombreux pays arabes alimentèrent la colère d'activistes, qui descendirent dans la rue et exploitèrent les média sociaux, déterminés à évincer les occupants des palais présidentiels. De la Tunisie et de l'Egypte, la ferveur révolutionnaire s'étendit à Oman, à la Jordanie, au Yémen, à la Syrie, à Bahreïn et à la Libye. Toutefois, ces mouvements et les régimes qu'ils prenaient pour cible suivirent des trajectoires différentes. À Oman, les manifestations se produisirent essentiellement dans la ville portuaire de Sohar, bien qu'elles se soient brièvement étendues à Mascate mais elles se calmèrent après une promesse de réformes de la part du sultan Qabous bin Said. Le roi Abdallah II de Jordanie congédia certains des principaux membres de son gouvernement (une tactique employée par son père, le roi Hussein, pour étouffer les manifestations ou tentatives de coup d'état), alors que les contestataires syriens et yéménites poursuivirent leur conflit avec leurs dirigeants et les partisans de ces régimes. Le chef de l'État syrien Béchir el-Assad utilisa ses forces militaires et de sécurité intérieure pour réprimer les manifestations importantes qui se déroulaient dans la plupart des principales villes du pays, comme le fit le président yéménite Ali Abdallah Saleh. En juin 2011, Saleh fut blessé lors d'un attentat contre son palais et se rendit en Arabie Saoudite pour s'y faire soigner. Le Yémen plongea encore plus dans le désordre, avec des gangs islamistes armés errant à la périphérie de la ville portuaire clé d'Aden, alors que l'armée et les forces de sécurité de l'État se volatilisaient en l'absence de commandement et d'instructions. Même la démission de Saleh en Novembre 2011 n'a pas apporté la stabilité au Yémen ; des groupes rivaux déclenchèrent ce qui allait devenir une guerre civile. Des manifestants envahirent la place de la Perle à Manama, Bahrein, où ils furent repoussés d'abord par les forces de sécurité bahreïnies. Lorsque le phénomène s'amplifia, des forces de l'Arabie Saoudite et du Conseil de coopération du Golfe (GCC) se joignirent aux forces bahreïnies pour réprimer les manifestations. L'explication donnée de cette action, seule opération de coalition destinée à décourager l'activisme antigouvernemental lors des révoltes arabes de 2011, fut que, s'il réussissait, le soulèvement des Bahreinis en majorité chiites ne profiterait qu'à l'Iran. En Libye, Mouammar Kadhafi lança la plus grande partie de ses forces armées contre l'opposition, ce qui conduisit le Conseil de Sécurité de l'ONU à déclarer une zone d'exclusion aérienne qui se transforma en politique de prévention des pertes civiles, y compris la prise pour cibles des véhicules et aéronefs militaires. Des avions de plusieurs pays membres de l'OTAN ainsi que du Qatar, attaquèrent les forces de sécurité libyennes et la Libye sembla littéralement se désagréger. Kadhafi s'accrocha au pouvoir alors même que les rebelles capturaient la moitié du pays et faisaient de la ville orientale de Benghazi, dans l'est du pays, leur « capitale ». Après des mois de combats sanglants entre les rebelles et les forces pro-Kadhafi, les rebelles finalement capturent le dictateur et l'exécutent en Octobre, après une

attaque de l'OTAN sur son convoi. L'héritier apparent de Kadhafi, son fils, connu un sort similaire. Plusieurs semaines après la mort de son père, essayant de fuir le pays, les frappes aériennes de l'OTAN avaient ciblé son convoi et il fut fait prisonnier par les insurgés.

Dans d'autres pays, à la suite du départ de Ben Ali, les manifestants commencèrent à croire que, au moins dans certains pays arabes, l'homme dans les coulisses ne fait que gouverner avec des pouvoirs illusoires et un support politique fragile. Ben Ali se révéla pourtant l'exception. En Tunisie,un pays socialement libéral, les forces armées, peu nombreuses mais composées de soldats de métier, refusèrent de lancer des troupes contre leurs compatriotes, s'interposant au contraire entre les forces de sécurité et les manifestants pour protéger ces derniers. Leur chef, le général Rachid Ammar, fit savoir à Ben Ali que l'armée n'obéirait pas à ses ordres et refuserait de faire feu sur les manifestants, lui déclarant qu'il devrait quitter le pouvoir. Il se peut également que les prébendes distribuées aux élites économiques tunisiennes n'aient pas été suffisantes pour inciter celles-ci à prendre la défense de Ben Ali dans la mesure où, comme le soutient un auteur, l'essentiel de la corruption en Tunisie existait au sein de la propre famille du président[1].

D'autres pays arabes connurent un nombre réduit, voire une absence, de manifestations ; c'est ainsi que l'Algérie, le Liban, l'Irak et la plupart des États du Golfe restèrent relativement calmes. Bahrein représenta une exception notable mais les peines de prison sévères infligées aux meneurs des manifestations et l'intervention du GCC semblèrent décourager toute autre envie de descendre dans la rue. Des manifestations sporadiques éclatèrent en Jordanie et au Maroc mais elles se dissipèrent rapidement. Ainsi, au moment où j'écris, certaines parties du monde arabe sont dans une période de transition, laissant sans réponse des questions importantes quant à l'avenir de ces pays.

Les tempêtes arabes surprirent de nombreux observateurs mais cela n'aurait pas dû les surprendre. Avec l'expansion des médias, les pressions populaires montèrent au fil des ans contre d'autres gouvernements n'ayant de comptes à rendre à personne dans la plupart des régions du monde. Le refrain était le même : nous voulons une démocratie s'accompagnant du progrès économique. Compte tenu de sa situation en 2011, la région arabe semblait plus vulnérable que toute autre dans le monde aux manifestations publiques de masse.

Même s'il se peut que la démocratie soit en marche dans d'autres parties du monde, le classement établi pour 2011 par *Freedom House* ne faisait apparaître aucun pays arabe comme « libre » (Israël était le seul pays du Moyen Orient ainsi classé), trois étaient considérés comme « partiellement libres » et 14 « non libres[2] ». En outre, la marche vers la démocratie dans le monde arabe s'effectuait à reculons : dans le même classement pour 2009 figuraient sept pays arabes comme en partie libres mais Bahrein, les Territoires palestiniens, le Yémen, et la Jordanie passèrent de « partiellement libres » à « non libres » dans le rapport pour 2010[3]. Les libertés limitées qui existaient dans certains pays arabes disparurent alors que les régimes

craignaient de plus en plus les marées montantes de mécontentement alimentées par des économies en stagnation, une corruption croissante, l'inconduite des régimes (les somptueux cadeaux aux épouses et le népotisme suscitaient une attention particulière) et la montée des mouvements islamistes de plus en plus désireux de s'engager dans le jeu politique par la voie des élections populaires. Les régimes arabes qui n'avaient de comptes à rendre à personne redoutaient que des manifestations de rues rendues possibles par une adoption croissante des moyens de communication sociale ne s'étendent rapidement à leurs propres pays. Paradoxalement, certains gouvernements arabes firent instinctivement reculer leur démocratie limitée, censurant ou bâillonnant les moyens d'information, excluant les islamistes du parlement et incarcérant ceux dont l'activisme politique passait les bornes établies par le régime, préparant ainsi le terrain pour les révoltes qui justement poussaient à l'expulsion de ces mêmes régimes.

La démocratie se construira-t-elle et s'étendra-t-elle dans le monde arabe ?

L'avance vers une démocratisation planétaire s'accéléra dans plusieurs parties du monde dans les années 1980 et 1990. L'Asie orientale vit la Corée du Sud, l'Indonésie, les Philippines et Taiwan passer à un régime démocratique. L'Amérique latine assista à la chute de plusieurs juntes militaires sous la pression du changement politique. L'Afrique subsaharienne commença progressivement à se démocratiser et le changement politique gagna également l'Europe orientale et centrale, où la plupart des pays post-communistes adoptèrent la démocratie dans le style de l'Europe occidentale. Dans ces cas, l'ancien régime eut rarement recours à la violence pour rester au pouvoir. Les dirigeants acceptèrent des élections dans l'espoir de les gagner, quittèrent le pays comme le fit l'ancien président philippin Ferdinand Marcos ou furent exécutés comme le fut l'ancien dirigeant roumain Nicolae Ceauşescu en 1989. Même si certains régimes autocratiques opposèrent une résistance acharnée aux revendications des manifestants, comme le firent les dirigeants militaires birmans et le parti communiste chinois sur la place Tian'anmen en 1989, ils constituaient de plus en plus des exceptions.

Se pourrait-il que le monde arabe suive ces « vagues » régionales de démocratisation ? Comment la démocratie pourrait-elle arriver, s'intégrer et survivre dans les états arabes du Moyen Orient ? Inversement, les passions pour la gouvernance responsable pourraient-elles s'en aller en fumée lorsque les partisans du régime se mobilisent et font monter le prix des manifestations jusqu'au point où l'espoir est remplacé par la réalisation du fait qu'une poursuite de la contestation n'aboutira qu'à l'emprisonnement ou à la mort, comme ce fut le cas en Iran en 2009 ? Les réponses initiales à ces questions impliquent l'identification des conditions fondamentales nécessaires à l'établissement d'une démocratie, c'est-à-dire des éléments qui peuvent aussi bien rendre une démocratie plus forte que l'entraver.

Quelques conditions nécessaires à l'établissement de la démocratie

Une condition essentielle nécessaire à l'établissement de la démocratie est une attitude favorable de la part de l'opinion publique. De nombreux sondage d'opinion menés dans des pays arabes révèlent que le concept jouit du soutien d'une large majorité : par exemple, un sondage effectué au printemps 2010 par le *Pew Charitable Trust* révéla que 60 pour cent des Egyptiens, 69 pour cent des Jordaniens et 83 pour cent des Libanais étaient d'accord avec l'affirmation « La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement[4] ». Ces résultats reflètent d'autres constatations d'un soutien largement répandu pour une gouvernance responsable dans les pays arabes, comme le concluent Amaney Jamal et Mark Tessler :

> En dépit, ou peut-être à cause, de la persistance de l'autoritarisme dans tout le monde arabe, le soutien populaire pour la démocratie y est largement répandu. La preuve peut en être glanée dans vingt enquêtes différentes menées dans neuf pays arabes différents entre 2000 et 2006[5].

De manière implicite, ces sentiments non seulement appuient l'établissement de systèmes politiques participatifs responsables mais également discréditent les anciennes formes clientélistes de gouvernements qui caractérisent tant d'états arabes.

De plus, la démocratie se développe le mieux lorsqu'elle est mise en incubation au moyen de mécanismes institutionnels : l'acceptation de la règle de droit ; la construction de l'état, à laquelle doivent participer des organismes administratifs impartiaux et leurs dirigeants ; une presse libre ; un système éducatif viable permettant aux citoyens de choisir en connaissance de cause. Il en est également qui soutiennent que la démocratisation nécessite également une pression exercée de l'extérieur (souvent sous-entendu celle « des États-Unis »). La politique américaine a parfois hésité à soutenir la démocratie ou s'est montrée réticente à prendre ses distances vis-à-vis d'autocrates, même lorsque le pouvoir commençait à leur échapper, comme ce fut le cas en Indonésie[6]. Les États-Unis s'opposèrent à des résultats d'élections qui ne leur convenaient pas comme dans le cas de la victoire de Hamas en Palestine en 2006 et ignorèrent les entraves à la démocratie qui suivirent la répression militaire en Algérie après les élections de 1991 qui favorisèrent le parti islamiste FIS[7].

La démocratie demande également de la patience, rares sont les pays qui font un bond spectaculaire de l'autocratie à la démocratie à part entière. Seules la Croatie et la Serbie-Monténégro passèrent immédiatement de l'absence de liberté à cette dernière au classement de *Freedom House* après les élections qu'elles organisèrent en 2000, alors que la plupart des autres pays restaient partiellement libres (Albanie, Arménie, Macédoine et Moldave) ou retombaient dans l'autocratie (Azerbaïdjan, Belarus, Kazakhstan et Russie)[8]. Il est très probable que les élites qui ont prospéré sous l'autocratie résisteront aux efforts démocratiques de normalisation de la répartition des richesses et que la démocratie restera donc incomplète. Comme l'observe Charles Tilly, « En général, les gens qui ont été traités

équitablement par leur gouvernement et/ou jouent un rôle direct dans les affaires de celui-ci tirent une plus grande satisfaction de la politique et affichent un plus grand empressement à porter le poids du bien commun[9] ».

Obstacles à la démocratisation

Les principaux obstacles à la démocratisation sont la résistance des régimes et de leurs élites économiques, politiques et militaires qui sont solidement retranchées. Il se peut que les partisans du gouvernement, que les autocrates font profiter d'avantages considérables, résistent à la transition politique sauf s'ils peuvent l'influencer[10]. Ces élites contribuent aux constructions d'états qui sont conçues plus pour faciliter la centralisation du pourvoir que pour assurer les services publics essentiels, y compris un vaste réseau de sécurité de l'état, des quartiers résidentiels très chers, des écoles privées et des cours particuliers pour les riches et des hôpitaux militaires réservés aux riches patients étrangers. Parmi les obstacles figurent également des forces armées et un budget militaire considérables qui assurent non seulement la sécurité nationale mais également le soutien militaire du régime, qui signe les chèques. Par conséquent, même si des élections devaient être organisées dans le monde arabe, les structures « étatiques enracinées » resteraient des entraves au développement de la démocratie.

La persistance de l'autocratie arabe

Une domination persistante devient une caractéristique de nombreux régimes arabes : la famille al-Saoud règne sur l'Arabie saoudite depuis 1932, le sultan Qabous sur Oman depuis 1971, la lignée des Alaouites sur le Maroc depuis 1956, la famille Assad contrôle la Syrie depuis 1970, Mouammar Kadhafi gouvernait la Libye depuis 1969 et Ali Abdallah Saleh servit comme président de la République Arabe du Yémen en 1978 puis devint président du Yémen unifié en 1990, pour ne citer que quelques cas de longévité arabe. Dans d'autres cas, l'état a été dominé par les « grands », comme cela s'est produit au Liban et en Palestine sous Yasser Arafat[11]. Ces derniers, et d'autres dirigeants arabes au pouvoir depuis longtemps, pourraient prétendre avoir apporté la stabilité politique et la sécurité à leur pays, non seulement en réprimant les mouvements gauchistes et islamistes mais aussi en négociant pour empêcher les forces armées de déclencher des coups d'état périodiques en achetant leur soutien par des nominations à des postes importants au sein du gouvernement et de l'appareil économique. De nombreux dirigeants arabes en firent autant avec les puissants chefs de tribus et de familles en leur offrant des prébendes pour se maintenir à flot[12].

Dans de tels cas, des hommes forts arabes restèrent au pouvoir plus longtemps en se saisissant des institutions existantes ou en en créant de nouvelles pour servir leurs propres intérêts et ceux de leur parti, afin généralement de distribuer

des prébendes aux partisans du régime. Toutefois, lorsque l'homme fort quitte le pouvoir, il arrive souvent qu'une institution dépérisse, n'étant pas suffisamment indépendante pour survivre d'elle-même. Sans structures politiques viables, un pays est souvent vulnérable à l'arrivée au pouvoir d'un autre homme fort qui peut gouverner en l'absence d'organisations indépendantes. Il intervient pour remplir un vide parce que les mécanismes le liant au consentement populaire n'existent pas. Il peut exiger un tel consentement après son arrivée au pouvoir puis continuer à le « demander » périodiquement à l'occasion de simulacres d'« élections ». En partie à cause de ces prébendes et structures électorales ressemblant aux villages Potemkine, les types d'institutions politiques sur lesquels doit être construite la démocratie tels qu'un pouvoir judiciaire indépendant, une société civile indépendante de l'ancien régime et des mécanismes électoraux conçus pour faciliter les élections sont truqués[13].

Religion et autocratie

Les élites politiques fondent parfois leur résistance à la démocratie sur des motifs religieux. L'Arabie saoudite joue un rôle particulièrement important dans les efforts visant à bloquer d'autres transitions vers la démocratie dans le monde monarchique arabe, craignant que de tels régimes soient balayés si l'un d'eux succombe à la souveraineté populaire. La famille al-Saoud justifie son droit de régner essentiellement par son adhérence à l'interprétation « *wahhabite* » de l'Islam sunnite, qui connaît des différents substantiels avec l'Islam tel que le pratiquent les Chiites[14]. C'est la raison pour laquelle l'Arabie saoudite s'efforce de faire admettre dans le Conseil de coopération du Golfe la Jordanie et le Maroc, qui rejoindraient alors le « club des rois » des pays arabes du Golfe, pour essayer de faire ressortir la stabilité des monarchies arabes en tant que rempart contre l'influence potentielle de l'Iran dans la région[15]. L'Arabie saoudite s'efforce également de bloquer le soutien égyptien à des groupes islamistes tels que les Frères Musulmans, dans la mesure où ce groupe déclare suivre une interprétation du droit islamique qui diffère de celle qui prévaut en Arabie saoudite et qui remettrait en question l'interprétation saoudienne justifiant la monarchie absolue. Selon un juriste saoudien, « Si un autre modèle de *Charia* déclare que vous devez résister, cela créera une difficulté profonde[16] ». Ce qui est plus significatif, l'Arabie saoudite se joignit à d'autres pays du Conseil de coopération du Golfe pour envoyer des forces de sécurité réprimer les manifestations qui se déroulaient à Bahrein, signalant ainsi sans équivoque que le pays arabe le plus puissant du Golfe ne tolérerait aucune menace visant ce pays ou les autres royaumes du Golfe. Ce faisant, l'Arabie saoudite s'est insinuée comme un défenseur des pays du Golfe à dominante sunnite contre des manifestations qui étaient le fait principalement (mais pas exclusivement) des Chiites bahreinis. Le message reflétait la crainte que les populations chiites, pas seulement à Bahrein

mais aussi dans les autres pays arabes du Golfe, contesteraient la domination sunnite et faciliterait ainsi l'influence du Chiisme iranien.

Parmi les autres obstacles à la démocratisation figurent des mécanismes de « répartition des rentes ». Les états vendent leurs matières premières à des clients étrangers et les rentes correspondantes reviennent directement à l'état, qui les distribue par l'intermédiaire d'un système de capacité élargie de l'état dans le but d'acheter l'opposition plutôt que de devoir l'affronter dans une compétition électorale. Ces soi-disant états rentiers ne soumettent pas leur population à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, éliminant ainsi un moyen clé d'évaluation de la responsabilité politique[17]. Cela était le cas dans des pays tels que le Venezuela et la Russie, qui s'écartèrent du chemin démocratique. Toutefois, comme le soutient Charles Tilly, la capacité de l'état peut tout aussi bien entraver que faciliter la démocratisation, surtout quand elle est lubrifiée par les ventes de pétrole. « Les ventes sur le marché international de ressources telles que le pétrole ont souvent encouragé la dé-démocratisation[18] ». En outre, dans la mesure où le maintien au pouvoir des dirigeants des états rentiers dépend des niveaux de prix des matières premières, des fluctuations brutales de ces prix peuvent conduire à un mécontentement populaire à cause de la plongée des dividendes pendant les périodes de baisse des prix. Les prix du pétrole ont connu des fluctuations spectaculaires depuis 1973, causant un enrichissement lorsqu'ils montent et entretenant les espoirs de bonheur, avant de plonger quelques années plus tard, rendant furieux ceux qui avaient rêvé d'un avenir économique plus prometteur.

Le rôle politique des forces armées arabes

Dans la plupart des pays arabes, les forces armées ont été et restent un acteur majeur, se présentant comme le pilier de l'indépendance, en construisant l'état après avoir été à la tête du mouvement pour l'indépendance (par exemple, l'Algérie) ou en éjectant un larbin post-impérial, comme le firent les forces armées égyptiennes en 1951 et libyennes en 1969. Les forces armées arabes devinrent souvent des gardes prétoriennes qui déposèrent avec régularité les monarques et les sultans, et les remplacèrent par qui leur convenait[19]. Les soldats émergèrent ainsi dans les périodes d'après-indépendance comme élément majeur de la capacité de l'état, participant à la distribution et à la redistribution des ressources nationales et les contrôlant dans une certaine mesure. Leur récompense est souvent une portion significative du budget national : les fardeaux que représente la défense dans le monde arabe, le pourcentage du PNB consacré à la défense, figurent parmi les plus lourds du monde. Oman est en tête de liste avec plus de 11 pour cent du PNB ; l'Arabie saoudite et Qatar dépensent dix pour cent, alors que l'Irak occupe la 4e place dans le monde, la Jordanie la 5e et le Yémen la 7e[20].

Dans certains cas, les forces armées arabes, auxquelles se joignirent souvent les services de sécurité de l'état, intervinrent pour écraser des manifestations po-

pulaires (par exemple, en Syrie, en Libye et au Yémen) et des troupes du GCC se joignirent à la répression des manifestations bahreinies, comme mentionné plus haut. Certains soldats semblèrent vraiment convaincus que leur devoir était de défendre le régime. D'autres craignaient très probablement d'accompagner le chef de l'état dans sa chute et d'être exécutés ou incarcérés pour corruption ou violations des droits de l'homme, ainsi qu'une perte de privilèges dont jouissaient les forces armées. Ils pouvaient calculer que les largesses qui leur étaient prodiguées ne survivraient pas à la démocratie, pas plus qu'elles l'avaient fait à l'occasion d'autres transformations démocratiques. Comme l'observe James Lebovic à propos de l'Amérique latine, « La démocratisation a eu pour effet d'augmenter la part des gouvernements civils par rapport à celle des gouvernements militaires parmi les pays de la région[21] ».

Lorsque les forces armées adoptent le slogan de défenseur de l'état, elles peuvent décider que le maintien d'un autocrate impopulaire au pouvoir nuit à l'idée qu'elles se font d'une nation, comme elles le firent en Tunisie et en Egypte. Cela ne signifie toutefois pas que l'armée participera à la phase suivante de promotion de la démocratie. L'armée tunisienne retourna dans ses cantonnements après le départ de Ben Ali mais les forces armées égyptiennes restèrent au pouvoir, gouvernant via un conseil militaire croupion et s'engageant dans des activités qui soulevèrent des questions quant à leurs intentions. Un observateur du Caire déclara « Je crois qu'ils sont incapables de comprendre à quel point la révolution veut changer les choses dans le pays. Pour eux, déposer le président suffisait[22] ». Les forces armées commencèrent à censurer les publications se montrant critiques à leur égard et menacèrent certains journalistes pour avoir franchi ce qu'elles semblaient considérer comme les limites en termes de liberté de la presse[23]. Cela reflète probablement le fait que les forces armées égyptiennes sont convaincues que l'une des pires menaces pesant sur l'Egypte vient de l'activisme islamiste et qu'une démocratisation servirait à donner le pouvoir aux groupes contre lesquels justement les forces armées avaient fait campagne depuis la fondation de la République égyptienne. Il est possible que les forces armées égyptiennes soient prêtes à négocier un « pacte de transition » vers le prochain régime en stipulant certaines exigences en échange de leur retour dans leurs cantonnements. Elles semblent avoir préservé certains de leurs privilèges lorsqu'elles maintinrent le ministère de la production militaire sous leur contrôle et il se peut même qu'elles aient négocié avec les Frères Musulmans pour expulser définitivement les manifestants des rues du Caire. Comme l'observa un analyste, « Il y a lieu de penser que les Frères ont très tôt conclu une sorte de marché avec les forces armées. Cela est logique si vous êtes les forces armées, vous voulez la stabilité et les rues dégagées. Les Frères offrent une adresse à laquelle vous pouvez aller pour faire partir 100.000 personnes des rues[24] ».

Ce que pourrait être le début de la démocratisation du monde arabe

En partie à cause de ces obstacles à la démocratie, les cas d'essai de démocratisation seront dans les pays qui ont les premiers mis les autocrates à la porte, la Tunisie et l'Egypte. Une démocratisation a le plus de chance de réussir en Tunisie qui, bien que gouvernée de façon autoritaire depuis sa fondation, se caractérise quand même par un ordre social relativement libéral reflétant les valeurs du président fondateur Habib Bourguiba, qui mettait l'accent sur une vision laïque qui persista après son remplacement par Ben Ali en 1988. En outre, Bourguiba marginalisa politiquement les forces armées tunisiennes, en en faisant une armée de métier tout en limitant son espace politique[25]. Il s'opposa également au pouvoir des élites tel qu'on le rencontrait dans d'autres pays arabes en entretenant des rapports, parfois tumultueux, avec le mouvement syndical tunisien, l'*Union Générale Tunisienne du Travail*, ou UGTT. Après le départ de Ben Ali de Tunisie, les dirigeants intérimaires du pays changèrent la date des élections de juillet à septembre pour donner à la démocratie plus de temps pour fermenter et pousser, comme le déclara le docteur Larbi Sadiki à *Al Jazeera News* :

> Et maintenant, tout d'un coup, c'est comme s'il y avait trop de démocratie, ce qui aurait été inimaginable il y a quelques mois. Une citadelle autrefois languissante de réflexion et de délibération politiques assiégée par Ben Ali a désormais maîtrisé l'art de la délibération dans des registres très divers. Le rôle politique de l'élite des professions libérales, le travail indépendant des nouveaux médias politiques et les discussions politiques de café incessants, où la majeure partie des contestataires fait une pause, prend le pouls de l'humeur nationale, caricature les dirigeants octogénaires et rient aux dépens de tous les partis et dirigeants[26].

Enfin, la Tunisie a organisé des élections en Octobre 2011, et le parti islamiste modéré *En-Nahda*, dirigé par l'idéologue islamiste de longue date Rachid al-Ghannouchi, dont le parti a remporté près de 40 pour cent du vote populaire, en affrontant des candidats de 110 partis politiques[27]. *En-Nahda* gagna 89 des 218 sièges parlementaires. Al-Ghannouchi a promis que sa vision islamiste n'empièterait pas sur les valeurs sociétales modérées de la Tunisie, affirmant que le parti n'imposerait pas un mandat de restriction sur l'alcool, les vêtements, ou les droits existants des femmes[28]. La Tunisie est néanmoins différente, même de ses voisins nord-africains, et également du reste du monde arabe, comme indiqué plus haut. Rares sont les pays arabes qui ont la culture politique relativement progressiste de la Tunisie ou des forces armées qui ont fait preuve de la même neutralité politique que leurs homologues tunisiens. Les résultats des élections en Tunisie peuvent différer des élections dans d'autres pays arabes qui manquent la culture politique et sociale de la Tunisie.

Il se peut que certains autres pays arabes deviennent au moins en partie libre, rejoignant le Liban, le Koweït et le Maroc ; il y a de grandes chances que ces trois pays restent dans cette catégorie. Le Maroc a tenu une élection à la fin Novembre

2011. Le Parti de la justice et du développement (PJD), à tendance islamiste, a remporté le plus grand nombre de sièges parlementaires, avec 107 des 305 sièges[29]. L'Egypte a finalement tenu des élections à la fin de Novembre 2011, surmontant les premiers efforts d'un comité militaire qui dirige maintenant les affaires politiques dans le régime post-Moubarak, à retarder le suffrage. Le roi Abdallah II de Jordanie a promis un contrôle parlementaire accru du gouvernement (mais pas de la monarchie) dans le cadre duquel le parlement contrôlerait une partie du budget et la nomination des ministres (ainsi que leur révocation légitime)[30]. Néanmoins, d'autres pays arabes en proie à la révolte risquent de ne connaître que plus de carnage et d'agitation quand des régimes largement discrédités essayent de s'accrocher au pouvoir, comme c'est le cas en Libye et en Syrie. Bahrein reste une monarchie avec peu de réformes et aucun mouvement vers la démocratie après l'intervention des troupes bahreinies et du Conseil de coopération du Golfe pour protéger le trône. Un Yémen sans le président Saleh reste un point d'interrogation. D'une part, il est extrêmement douteux que ses profondes divisions soient atténuées même par un effort furtif de démocratisation. Néanmoins, comme l'écrit un observateur, même sous la présidence de Saleh, le Yémen a créé des structures et une transparence plus libérales que dans la plupart des autres autocraties arabes, autorisant une critique ouverte du régime et du président, et a organisé plusieurs élections jugées libres et régulières par des observateurs étrangers[31].

Si elle se matérialise, la démocratie arabe survivra-t-elle ?

Enfin, même si d'autres dirigeants arabes rejoignent les présidents Moubarak, Ben Ali et Saleh dans la maison de retraite des autocrates, il faut du temps à la démocratie pour se développer. Comme l'observe Jack Goldstone, « Même après une révolution pacifique, il faut généralement une demi-décennie à tout type de régime stable pour se consolider. Si une guerre civile ou une contre-révolution se produit (comme cela semble être le cas en Libye), la reconstruction de l'état prend encore plus longtemps[32] ». Au cours des quelques moins d'existence du nouveau régime en Egypte et en Tunisie, la frustration a recommencé à monter et si la démocratie exige la patience de l'opinion publique, cette tolérance risque de ne pas durer assez longtemps pour qu'une démocratie même partielle se développe.

La démocratie coûte cher car elle exige compromis, temporisation, impasses et souvent indécision ou au mieux concessions réciproques. Avec le temps, l'enthousiasme pour le gouvernement démocratique risque de décliner, comme il l'a fait dans des pays tels que la Russie, la Lituanie et l'Ukraine. Après des années de gouvernance démocratique mouvementée, le pourcentage de ceux qui préfèrent la démocratie à un homme fort tomba de 51 à 29 pour cent en Russie, de 79 à 42 pour cent en Lituanie et de 57 à 20 pour cent en Ukraine[33]. Certes, les populations des anciens pays autocratiques ne se sont pas toutes senties trahies par la démocratie mais le risque de déception est clair. Les transitions vers la démocratie créent

souvent chez les populations des espoirs qui peuvent être aisément déçus si la démocratie ne produit pas les résultats prévus. Après l'effondrement de l'Union Soviétique, nombreux furent les Russes qui accueillirent favorablement l'établissement d'un parlement élu et d'un système présidentiel, et de nouveaux partis politiques apparurent rapidement pour s'opposer au parti communiste. Toutefois, la construction d'une économie de marché sur les fondations d'un système économique d'inspiration marxiste rongé par la corruption et le favoritisme s'avéra difficile et l'effondrement économique s'accompagna d'un mécontentement croissant à l'encontre de la démocratie. Certains Russes semblèrent se réjouir de la transition d'une démocratie partielle à l'autocratie sous la présidence de Vladimir Poutine et de son successeur, Dimitri Medvedev. Au Venezuela, Hugo Chavez arriva au pouvoir par la voie électorale mais ramena progressivement le pays à son passé autoritaire. Même si ces développements donnèrent lieu à des manifestations de masse, celles-ci n'ont pas jugulé la désaffection pour la démocratie.

Une démocratie viable exige également l'établissement et la défense des institutions politiques indépendantes qui administrent la justice hors du contrôle des dirigeants du régime, arbitrent les différends politiques d'une façon généralement admise et permettent l'expression d'opinions politiques diverses sans crainte de censure. Une telle construction institutionnelle peut toutefois prendre des années et rencontrer une opposition tenace de la part des profiteurs sous l'ancien régime. Les forces armées se méfient souvent de l'imposition de limites à leur autorité et les groupes religieux peuvent craindre que des institutions démocratiques puissantes limitent l'expression religieuse ou le pouvoir des autorités religieuses. La religion, après tout, dérive son influence plus de la foi que d'un choix démocratique. Dans la mesure où les organisations islamiques en particulier acquièrent leur influence en faisant désigner leur religion comme religion d'état, comme c'est le cas dans la plupart des pays arabes, elles peuvent craindre en particulier une perte de leur influence politique au profit des institutions laïques. Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan aurait dit que « la démocratie est comme un tramway, vous le monter quelque part, puis vous descendez ». La crainte est que les partis islamistes radicaux tels qu'al-Nour en Egypte vont essayer de contrecarrer les futures élections en raison des croyances professées que toute souveraineté appartient à Dieu et non aux humains. Mais les dirigeants du parti d'*Al-Nour* professent qu'il veulent que la charia soit introduite « lentement » et respecterait les droits des femmes et des coptes chrétiens[34]. De telles remarques peuvent simplement indiquer que le parti *al-Nour* a appris à utiliser des mots pour masquer ses véritables intentions ou qu'il a appris les leçons de la place Tahrir (c'est-à-dire que les soulèvements populaires peuvent surgir contre toute forme de tyrannie, laïque ou religieuse).

Transformations arabes et progrès économique

Alors que les forces de transition dans de nombreux pays arabes s'exprimaient sous forme d'un appel au changement politique, une mauvaise situation économique était à la base d'une grande partie de la colère des manifestants. Une forte croissance démographique, la persistance des économies s'inspirant du modèle de l'état rentier, les rigidités de l'économie gérée par l'état, la corruption endémique (la pire dans le monde, d'après *Transparency International*) et de nombreux autres facteurs se combinaient pour limiter le progrès économique[35]. Le Rapport arabe sur le développement humain pour 2002 (*2002 Arab Human Development Report*) soutenait que :

> la plupart des pays de la région adoptèrent autrefois, et certains leur restèrent longtemps fidèles, des modèles de développement étatistes et autarciques aujourd'hui discrédités. Ces modèles peuvent avoir convenu lors des premières années qui suivirent l'indépendance mais ils ne servent aujourd'hui ni les gouvernements (qui ont besoin d'une croissance économique rapide pour atteindre leurs objectifs politiques, y compris ceux de développement humain pour ce qui concerne, par exemple, les soins de santé, l'enseignement et l'offre de filets de sécurité sociale) ni la population (qui recherche plus de bons emplois offrant des salaires et des conditions de travail décents)[36].

Dans certains pays arabes, le développement économique dirigé eut son origine dans le « socialisme arabe » confiant à l'état la responsabilité de la gestion de l'économie, bien que le résultat ait souvent été une multitude déroutante d'idées contradictoires tirées de l'expérience historique arabe, du marxisme ou du « socialisme scientifique », s'appuyant toutes sur une logique parfois alambiquée. Fouad Marsi écrivit en 1966 dans une publication égyptienne : « Dans la société, la nécessité est la même chose que l'inévitabilité. C'est une inévitabilité historique, comme celle du triomphe du socialisme dans notre pays… La société est régie par la nécessité… mais la nécessité dans la société est, en dernière analyse, une nécessité économique[37] ». Le résultat fut souvent une bureaucratie hypertrophiée qui gérait une grande partie de l'économie via la planification gouvernementale et sur la base des désirs de non seulement réduire le chômage mais aussi de s'engager dans une industrialisation en remplacement des importations pour réduire la dépendance à l'égard de l'Occident industriel.

> Dans certains cas, le régime soutint les élites économiques en place, comme le firent les premiers dirigeants syriens après l'indépendance. Les propriétaires terriens en milieu rural comme les commerçants en milieu urbain, qui se livraient à une lutte d'influence, désiraient s'affranchir du mandat français mais craignaient la révolution ou la démocratie. Ils craignaient qu'elles ne permettent à des mouvements de gauche d'arriver au pouvoir[38]. Les dirigeants économiques jordaniens appartenaient essentiellement aux familles bédouines de « banquiers orientaux », que la monarchie récompensait par une aide industrielle pour leur permettre de rattraper et de dépasser les niveaux d'industrialisation de la classe mercantile palestinienne[39]. Au Maroc, d'aucuns montrent d'un doigt critique le petit groupe formant

l'élite des affaires « qui vivent des revenus financiers qu'ils doivent à des faveurs officielles telles que les autorisations de transport et permis d'exploitation de carrières et de pêche[40] ».

Dans d'autres cas, le socialisme d'état élimina les possibilités d'investissements dans le secteur privé, ce qui fit que, lorsque l'échec du socialisme devint apparent, certains régimes entamèrent un processus de privatisation. Le président égyptien Anouar Sadate lança l'*infitah* (ouverture) après la guerre de 1973, ce qui, d'après certains détracteurs, ouvrit les portes à une nouvelle élite des affaires qui montrerait sa gratitude en soutenant le régime, en particulier lorsque la privatisation contribua à créer un pouvoir monopolistique et le favoritisme politique[41]. Par exemple, comme l'observe Tarek Osman, les contrats dans l'immobilier, le tourisme et le développement furent souvent attribués à des magnats très proches du régime en place[42].

La persistance du rôle de l'état dans l'économie n'est généralement pas favorable au progrès économique. Au Maroc et en Tunisie, l'état était en retard sur les industriels et les groupements professionnels pour promouvoir et moderniser le secteur de la confection, par exemple[43]. Robert Springborg et Clement Henry attribuent ce retard aux « capitalistes népotiques [auxquels sont] attribués des oligopoles et monopoles locaux qu'ils exploitent, laissant le secteur plus concurrentiel et risqué de la production pour l'exportation à ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas passer d'accords avec les dirigeants politiques[44] ». C'est en partie pour de telles raisons que les pays arabes étaient moins industrialisés en 2007 que pendant les années 1970, quatre décennies plus tôt[45]. D'après Paul Rivlin : « L'équilibre des forces politiques qui règne au début du vingt-et-unième siècle n'encourage pas le développement économique. Les partisans du changement économique ont peu d'influence, alors que ceux du statu quo sont puissants[46] ». Les perspectives de progrès économique sont par conséquent limitées.

Si la transformation politique conduit au moins à l'établissement des fondations de la démocratie, le changement économique suivra-t-il ? La réponse à cette question est probablement un « non » nuancé ou que, s'il le faut, ce sera lentement, en tout cas pas à un rythme de nature à satisfaire la plupart des contestataires qui demandent des emplois plus nombreux, un enseignement plus accessible et de meilleure qualité, une infrastructure économique améliorée et les autres facteurs économiques qui font une économie saine. En outre, on peut déjà observer des signes indiquant que l'opinion publique égyptienne estime que la situation économique est pire depuis la chute de Moubarak. D'après un sondage *Gallup* effectué entre le 25 mars et le 2 avril 2010, 28 pour cent des Egyptiens considéraient l'économie comme « s'améliorant » en mars 2010 ; ce chiffre tomba à 20 pour cent en mars 2011, un mois après le départ de Moubarak[47]. Si certains peuvent considérer le chaos économique comme le prix du changement, d'autres peuvent en arriver à conclure que la situation, au moins dans le domaine économique, était meilleure sous l'ancien régime.

Un remède possible aux performances anémique des économies arabes est la poursuite du processus de privatisation des sociétés d'état entamée dans les années 1980 dans certains pays mais jamais menée à terme. Toutefois, une telle politique créerait probablement au début plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait. Une récrimination véhémente qui attisa le mécontentement arabe visait les niveaux élevés de chômage mais la privatisation est conçue en partie pour réduire les effectifs hypertrophiés des entreprises d'état peu performantes. C'est la raison pour laquelle une privatisation viable pourrait ne faire que grossir les rangs des Arabes actuellement au chômage. En deuxième lieu, la privatisation profite souvent aux oligarques et à leur famille ; on n'en veut pour preuve en particulier que la colère visant la famille Moubarak et ses acolytes qui profitèrent du transfert d'entreprises d'état. Si un pareil exemple se reproduit après une transformation politique, les partisans du nouveau régime pourraient recevoir les récompenses que les vieilles familles oligarchiques avaient reçues et alimenter ainsi une nouvelle phase de mécontentement politique.

Enfin, une récrimination répétée des manifestants concernait la corruption profondément enracinée et pourtant les efforts visant à l'extirper pourraient ne faire qu'aggraver la situation économique. Comme le déclara un observateur en Egypte, « Les principales sources de capitaux dans ce pays ont été arrêtées, se sont enfuies ou ont trop peur de s'engager dans toute entreprise » et de nombreux programmes de construction financés par des fonds corrompus ont été interrompus. Les banques ont cessé de prêter de l'argent à la suite des enquêtes anticorruption sur les activités illégales des élites liées à Moubarak[48].

Les transitions arabes pourraient-elles modifier le rôle politique de la religion ?

L'Islam est la religion dominante du monde arabe, à côté de laquelle subsistent d'autres confessions, et son rôle dans la vie politique arabe a varié. Avant l'arrivée du colonialisme européen au dix-neuvième siècle, l'Islam apportait la gouvernance, sinon la démocratie, dans de nombreuses parties du monde arabe. Comme l'explique Timour Kuran :

> jusqu'à l'établissement des régimes coloniaux à la fin du 19e siècle, les sociétés arabes étaient gouvernées dans le respect de la *charia*, qui interdit pratiquement les organismes privés autonomes. C'est ainsi que, alors que l'Europe occidentale effectuait sa transition tortueuse du règne arbitraire des monarques à la règle de droit démocratique, le Moyen Orient conservait des structures politiques autoritaires. Un tel environnement politique empêcha les institutions démocratiques de prendre racine et finit par faciliter la montées des dictatures arabes modernes[49].

Le mouvement politique dominant dans de nombreux pays arabes qui ont connu la domination coloniale fut le nationalisme arabe, qui fit accéder une nouvelle classe d'autocrates au pouvoir dans les états nouvellement indépendants,

en réclamant non la gouvernance religieuse mais plutôt la modernité politique[50]. Ces demandes vinrent de multiples sources : les contacts avec l'Europe ; la renaissance arabe, ou *Nahda*, du pacha d'Egypte Mohammed Ali ; les écrits des penseurs islamistes modernisateurs tels que Rachid Rida et Jamal al-Afghani ; et les figures du nationalisme comme Moustafa Kamil et Loutfi al-Sayyid, ainsi que les Arabes chrétiens de la Méditerranée orientale[51]. Pourtant, l'Islam et ses héritages furent toujours à l'arrière-plan politique et culturel et, lorsque le nationalisme arabe commença à ne pas tenir ses promesses, l'Islam politique émergea. Certains régimes arabes ont donc réprimé l'Islam politique, ses dirigeants et ses partis, craignant qu'il les concurrence avec succès pour la création de la geste nationale ou croyant qu'il mènera à un conflit interconfessionnel et à la répression s'il venait à prévaloir dans les espaces politiques. D'autres furent confrontés à une menace violente de la part des Islamistes radicaux, comme ce fut le cas en Syrie au début des années 1980 lorsque les Frères Musulmans déclarèrent littéralement la guerre au régime Baath au pouvoir. Les forces algériennes et des mouvements islamistes violents s'affrontèrent dans les années 1990 dans une guerre civile sanglante qui fit plus de 100.000 victimes, déclenchée en partie lorsque les forces armées algériennes empêchèrent en 1992 des élections dont le résultat aurait probablement été un parlement à majorité islamiste. D'autres régimes interdirent ou limitèrent sérieusement la participation des Islamistes en l'absence d'un défi réel à leur régime. C'est ainsi que les présidents tunisiens interdirent le parti *al-Nahda* et que la Jordanie limita considérablement les activités des Frères Musulmans jordaniens. L'Egypte limita ou interdit complètement les activités des Frères Musulmans et assassina ou exécuta certains de leurs principaux dirigeants, tels que Hassan al-Banna et Sayyid Qutb. D'autres régimes ont essayé d'embrasser la cause de l'Islam politique en habilitant leurs propres chefs spirituels, comme c'est le cas en Arabie saoudite, ou en accaparant les voix des institutions islamiques, comme l'ont fait les régimes égyptiens successifs qui ont obligé la vénérable université *Al-Azhar* à exprimer son soutien. Pourtant, aussi bien les plus populaires que les plus violents groupes islamistes furent au moins maintenus à distance, sinon carrément interdits par les régimes autocratiques. Si de tels régimes devaient quitter le pouvoir et si des formes même limitées de démocratie devaient émerger dans le monde arabe, cela se traduira-t-il par une habilitation des groupes islamistes ?

L'accroissement du rôle de l'Islam dans la vie politique jouit d'un soutien considérable de l'opinion publique, ainsi que le fit apparaître une enquête *Pew* menée en 2010. À une question posée uniquement aux citoyens musulmans, 95 pour cent des Egyptiens, 53 pour cent des Jordaniens et 72 pour cent des Libanais répondirent qu'un rôle important joué par l'Islam dans la vie politique était « une bonne chose[52] ». Cela soulève bien entendu la question suivante, quel genre d'Islam ? La réponse courante fait généralement une distinction entre Islam « radical » et Islam « modéré » mais de telles catégories embrouillent plus qu'elles ne clarifient. Comme Jillian Schwedler l'observe judicieusement, le contexte a de l'impor-

tance. Alors que la plupart des branches des Frères Musulmans, certains groupes salafistes et membres conservateurs du clergé, rejettent tous explicitement la violence, leurs objectifs vont des réformes limitées à une transformation complète du gouvernement et de l'économie. Sont-ils donc radicaux ou modérés ? D'autres Islamistes choisissent la violence contre les forces armées mais pas contre la population civile, alors que même la faction islamiste la plus modérée pourrait recourir à la violence si elle subit une répression sévère ou une exclusion totale des sphères politiques[53]. En bref, les Islamistes risquent moins d'adopter la violence comme tactique s'ils sont au moins partiellement inclus dans les dialogues et les politiques qui suivent la transformation et s'ils sont autorisés à participer aux élections. Par contre, certains groupes islamistes qui ont connu la répression aux mains de gouvernements autocratiques peuvent ne pas faire confiance au nouveau régime pour les inclure, ou s'il n'y a pas de nouveau régime mais simplement une persistance du désordre, ils peuvent poursuivre des actions violentes. Il est par conséquent tout à fait possible que des groupes islamistes tels que le mouvement *Al-Houthi* au Yémen, une branche de la secte minoritaire chiite *Zaydi*, continue d'utiliser la violence contre un régime politique probablement dominé par les Sunnites dans l'après-Saleh[54]. Un accroissement du militantisme islamiste est signalé dans certaines régions du Yémen de l'après-Saleh, en particulier dans les régions les moins administrées du pays[55]. Pourtant, le *Hezbollah* au Liban, généralement considéré comme un groupe chiite radical adepte de la violence, a atténué la violence exercée contre les autres Libanais (mais manifestement pas contre Israël) et s'est présenté avec succès aux élections législatives libanaises. En juin 2011, le Hezbollah et ses alliés chrétiens et druses firent passer leur représentation au parlement de 11 à 18 sièges, ce qui leur permet d'exercer encore plus d'influence, bien que ce soit via le processus électoral.

Cette dernière tendance reflète une pratique qui se généralise dans le monde arabe et au-delà, et qui consiste pour les groupes islamistes à lutter pour gagner de l'influence dans un cadre démocratique. Cela crée dans certains milieux des inquiétudes quant à l'incompatibilité intrinsèque entre Islam et démocratie. Bassam Tibi écrit que : « les Islamistes propagent la formule *al-hall huwa al-Islam* (l'Islam est la solution). Cette solution est à leurs yeux l'état islamique sous le régime de la *charia*. Cet état est basé sur le principe de la *hakimiyyat Allah* (autorité de Dieu), dont il est clair qu'il ne concorde pas avec la démocratie[56] ». Pourtant, alors qu'il y a certainement des extrémistes islamistes qui soutiennent que c'est de Dieu, pas de la participation populaire, que découle la souveraineté, Asef Bayat décrit une tendance plus significative : « Depuis la fin des années 1990, sur fond de sentiment religieux croissant dans le monde musulman, une tendance post-islamiste naissante a commencé à adapter certains aspects de la démocratisation, du pluralisme, des droits de la femme, des inquiétudes des jeunes et du développement social à l'adhésion à la religion[57] ». Le soutien pour cette position vient de l'*Annual Arab Public Opinion Survey*, qui comprenait des questions sur le genre de leader que les

répondants souhaiteraient voir chez le prochain président de leur pays. Dans cinq pays arabes, le choix écrasant a été le premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan, qui dirige le modeste parti islamiques *Adalet ve Kalkinma Partisi* –AKP (Le parti de la justice et du développement), avec 31 pour cent du total, puis l'Arabie saoudite du roi Abdallah avec 9 pour cent[58].

L'autre question est de savoir si les éléments de l'« Islam radical » tel qu'il est décrit va se modérer dans le cadre des transformations affectant le monde arabe. Une réponse est que cela devra être le cas si cet Islam doit survivre aux préférences exprimées par les opinions publiques. La quête d'un « état islamique » a représenté une demande constante de nombreux autres groupes islamistes radicaux et pourtant un tel régime n'est pas très attrayant pour la plupart des musulmans. David Cook observe que « Les musulmans radicaux offrirent l'Afghanistan sous les Taliban (1996– 2001) comme un exemple (d'état sous le régime de la *charia*) et cela n'a pas convaincu une vaste majorité de Musulmans[59] ». Très rares sont les arabes musulmans qui souhaiteraient la stricte application de la loi de la *charia* ou l'appartenance à un califat islamique. Alors que le droit islamique influence une grande partie de la jurisprudence personnelle dans le monde arabe (sur des sujets tels que le divorce, la pension alimentaire, etc.), les codes civils prédominent dans la plus grande partie de la région et le reproche qui est fait n'est pas que le droit islamique devrait remplacer les structures civiles mais que de telles structures sont devenues des armes de l'état[60]. L'idée d'un califat est plus populaire à l'extérieur de la région arabe, en partie parce qu'elle offre peu de solutions aux problèmes urgents auxquels sont confrontés les arabes qui, ne représentant que 20 pour cent de la population musulmane dans le monde, constitueraient clairement une minorité dans un empire islamique.

L'apostasie est un autre aspect de l'Islam qui a donné naissance à un débat au sein des cercles islamistes, bien que le terme lui-même sème la confusion à cause de la diversité des interprétations auxquelles il donne lieu. Les *djihadist* les plus radicaux peuvent revendiquer le droit de déclarer certains musulmans apostats (*tahwid*) puis de demander leur mise à mort (comme le fit feu l'ayatollah Khomeiny dans l'affaire Salman Rushdie) ou les tuer directement mais, comme le note Olivier Roy, même des Islamistes éminents n'ont pas demandé la mise à mort de ceux qui sont accusés d'apostasie mais plutôt leur mise au ban de la communauté musulmane[61]. Qui plus est, le « message d'Amman » préparé à l'initiative du roi Abdallah II de Jordanie et adopté lors d'une conférence islamique réunie en Arabie saoudite en 2005 avec le soutien de plus de 500 érudits musulmans interdit spécifiquement de déclarer tout musulman un apostat[62]. Ce message confère une certaine caution religieuse à l'interdiction de cette pratique (connue sous le nom de *takfir*) employée par certains Islamistes radicaux qui, de toute façon, jouissait d'un soutien limité au sein de la communauté islamique élargie[63]. Des musulmans arabes risquaient quotidiennement la mort aux mains de fanatiques islamistes qui en décidaient sur la base de quelque fatwa illégitime aux termes de laquelle ceux qui

ne se battaient pas de toutes leurs forces pour soutenir les idéaux radicaux étaient des apostats. Il est donc très peu probable qu'une entité politique arabe démocratique pourrait sanctionner la mort pour ceux qui seraient considérés comme apostats.

D'autres fissures potentielles traversent les frontières religieuses, y compris les relations entre les musulmans et les minorités chrétiennes. Les régimes autoritaires géraient généralement les tensions potentielles entre les confessions, bien qu'il y ait eu des moments de tensions. Les chrétiens coptes égyptiens s'appuyaient sur les accords conclus entre les responsables coptes et le gouvernement Moubarak pour protéger les coptes égyptiens estimés représenter dix pour cent environ de la population égyptienne. Toutefois, dans le vide politique qui résulta de la démission forcée de Moubarak, la pression religieuse monta, se manifestant par la destruction par le feu de plusieurs églises et la mort de dizaines de personnes à la suite d'émeutes provoquées par des rumeurs d'enlèvement par des chrétiens de femmes essayant de se convertir à l'Islam pour tourner les lois coptes sur le divorce[64]. Les Islamistes égyptiens, marginalisés par des décennies de gouvernement du Parti Démocratique National, pourraient maintenant exercer un plus grand pouvoir, faisant monter chez les coptes égyptiens la crainte de voir les droits et les protections négociés sous Moubarak disparaître ou au moins s'amoindrir[65]. Il est également tout à fait possible que les groupes progressistes de lettrés et de journalistes musulmans que Raymond Baker a appelé « les nouveaux Islamistes » exerceront plus d'influence en mettant en avant leur conviction que la scène égyptienne a été partagée par les musulmans et les chrétiens, qui devront finir par coopérer pour résoudre les problèmes égyptiens[66]. Bruce Rutherford note également que les Frères Musulmans égyptiens, reflétant peut-être les vues de leurs membres les plus jeunes, ont mis l'accent sur le pluralisme religieux et décrit les Coptes comme des « partenaires et des frères dans notre longue lutte pour la construction de la nation[67] ». Certains coptes ont soulevé des questions sur le parti islamiste *al-Nour*, qui a remporté plus de 20 pour cent de l'élection égyptienne en Novembre 2011, craignant qu'il pourrait adopter des politiques antichrétiennes. Un dirigeant d'*al-Nour* avait essayé d'apaiser ces craintes en déclarant que :

> la présence de certains chrétiens, qui respectent leurs covenants avec les musulmans, et qui considèrent que les musulmans ont le droit d'avoir leur Sharia en tant que loi primordiale et leur identité en tant qu'une identité majoritaire, est quelque chose qui appelle sans doute pour être heureux avec eux et pour leur souhaiter la bienvenue, et pas autrement[68].

Alors qu'il est très possible que la démocratie ait pour résultat une modération des interprétations les plus radicales de l'Islam, la religion restera très probablement dans la sphère publique. Il est douteux que le type de laïcité représenté par le modèle kémaliste turc s'impose. Il est peu probable que les opinions publiques musulmanes arabes acceptent des pratiques turques telles que le contrôle étatique des mosquées ou l'expression par un mufti nommé par le gouvernement de la position de l'état sur des sujets religieux, dans la mesure où l'état autocratique

arabe se livrait largement à de telles pratiques. Même en Turquie, les restrictions publiques apportées à l'expression islamique s'évanouissent progressivement sous le gouvernement d'*Adalet ve Kalkinma Partisi* modérément islamiste, qui continue à remporter des majorités au parlement turc.

La démocratie rendra-t-elle les guerres moyen-orientales moins probables ?

L'idée kantienne traditionnelle selon laquelle les démocraties ont moins de chances de se faire la guerre a fait partie de la stratégie américaine de sécurité nationale depuis le gouvernement Clinton mais des études récentes remettent cette idée en question[69]. Edward Mansfield et Jack Snyder soutiennent que les démocraties naissantes qui n'établissent pas d'institutions démocratiques pour contrebalancer le pouvoir potentiel d'un dirigeant enclin à faire la guerre risqueraient en fait plus de se lancer dans la guerre. Ils notent que des vagues précédentes de démocratisation concernaient généralement des pays à revenu moyen mais que les vagues suivantes ont plus de chances de concerner des pays à bas revenu avec une population moins qualifiée et des institutions immatures. Ainsi les « démocratisations bâclées dans de telles situations pourraient susciter de graves menaces à la paix et à la sécurité internationales[70] ».

Les guerres ont constitué des évènements sélectifs dans le monde arabe. Certains pays arabes ont été impliqués dans de nombreux conflits, y compris la Jordanie, l'Egypte et la Syrie, qui combattirent Israël en 1948, 1967 et 1973. La Syrie fut également impliquée brièvement dans l'invasion israélienne du Liban en 1982. Par contre, d'autres pays arabes ont rarement, voire jamais, mené une guerre entre états importante. Le Maroc et l'Algérie s'affrontèrent dans la brève « guerre des dunes » en 1963 mais pas depuis. Alors que certains pays arabes du Golfe envoyèrent des troupes participer à l'effort mené en 1990–91 contre l'invasion irakienne du Koweït, leur participation au conflit fut brève. Alors qu'aucun de ces états n'était démocratique au moment de la guerre, il n'est pas évident qu'un régime politique démocratique aurait fait une grande différence. Leur participation au conflit fut peu importante et, lorsque les dirigeants nationaux calculèrent ce que coûterait sa poursuite, ils soulevèrent des objections et rapatrièrent leurs troupes.

Le raisonnement de Mansfield et Snyder est toutefois important, dans la mesure où l'établissement d'institutions politiques viables peut ne pas s'accompagner d'une démocratisation s'il a lieu dans le monde arabe. En outre, compte tenu de l'intensité des passions que soulève le problème palestinien dans les opinions publiques arabes, il est possible d'imaginer des situations dans lesquelles l'économie est chancelante dans des pays où la démocratisation est incomplète, ce qui peut pousser certains dirigeants élus à chercher querelle à Israël pour détourner les critiques que soulèvent leurs problèmes intérieurs.

Bien que les risques de guerres entre états pourraient s'amoindrir, pour des raisons autres qu'une démocratisation, les guerres civiles pourraient devenir plus nombreuses et intenses. Alors que le président Saleh du Yémen était de plus en plus impopulaire dans son propre pays, il contrôlait au moins les forces de dissolution qui ont occupé une place importante depuis l'unification du pays en 1999 mais sans causer une explosion débouchant sur une guerre civile. Avec le départ de Saleh ou sa disparition de la scène politique, la colère du Sud Yémen contre le prétendu favoritisme au profit du Nord pourrait aisément raviver la guerre civile, comme le pourrait le mécontentement qui se manifeste dans les zones dominées par les tribus rivales de celle de Saleh. La Syrie, depuis longtemps sous la domination politique de la minorité alaouite, pourrait également connaître une guerre civile lorsque la majorité sunnite de sa population musulmane décide de se battre pour reconquérir ce qu'elle estime être son droit de dominer l'État.

Les transformations arabes et les relations avec les États-Unis

Les États-Unis sont entrés dans la période de transformation arabe avec un handicap dont ils étaient largement responsables. Le gouvernement de George W. Bush avait peu d'amis dans la région, en dehors des milieux dirigeants de pays arabes choisis, et le peu de capital dont il profitait s'évapora lors de l'intervention en Irak en 2003, qui fut presque universellement condamnée par les Arabes. Un observateur écrivit que la promotion de la démocratie sous le deuxième gouvernement Bush faisait « partie d'un ensemble plus large d'intérêts et de politiques américains qui la contredisent fréquemment et [que] la crédibilité des États-Unis est si basse au Moyen Orient arabe que le message américain de démocratie est souvent rejeté en même temps que le messager[71] ». Les choses se passèrent relativement mieux pour le gouvernement Obama à ses débuts mais il gaspilla lui aussi son capital quand il ne réussit pas à faire progresser les efforts de paix israélo-palestiniens et continua de soutenir les autocrates dont une majorité considérable au sein des populations arabes voulait se débarrasser. Les choses ne s'arrangèrent pas quand, alors même que la vague de protestations prenait de l'ampleur au Caire, la secrétaire d'État Hillary Clinton déclara que le régime Moubarak était « stable ». Qui plus est, les États-Unis faisaient étalage d'une très grande incohérence, le président Obama demandant le renversement de Mouammar Kadhafi et envoyant des avions de combat appuyer les efforts menés par les rebelles contre lui, tout en n'ayant au même moment pas grand-chose à dire à propos des politiques très dures du régime à Bahrein, un partenaire des États-Unis dans le domaine de la sécurité et hôte d'une base militaire américaine. Les critiques de la politique américaine vis-à-vis du monde arabe notèrent également que les États-Unis étaient beaucoup plus engagés dans les transformations en démocratie de pays tels que la Serbie, l'Ukraine et la Géorgie, utilisant activement des fonds de l'USAID pour

financer des émissions radio hostiles au régime dans ces pays, tout en gardant le silence pendant la période de transformation arabe[72].

Si la démocratie devait s'étendre, même de façon marginale, au monde arabe, les gouvernements qui en naîtront devront répondre de leurs actes devant leurs opinions publiques. En outre, si les enquêtes d'opinion représentent des indicateurs partiels des attitudes envers les États-Unis, les régimes arabes responsables verront leur liberté de coopération avec les États-Unis limitée. D'après un sondage réalisé en 2008 par la *Brookings Institution*, 64 pour cent des personnes interrogées dans les Émirats Arabes Unis, en Egypte, en Jordanie, au Liban, au Maroc et en Arabie saoudite ont « une attitude très négative envers les États-Unis » et, dans des proportions comparables, estiment que l'Iran a le droit d'acquérir des armes nucléaires[73]. Le plus important est que des soupçons intenses concernant les motifs américains persistent, comme le révéla Mohamed Hassanein Heikal, un journaliste égyption tenu en haute estime, dans un entretien accordé à la chaîne de télévision *Al-Jazeera* :

> Même si le monde arabe attend beaucoup, il reste confronté à de graves dangers pour la simple raison que les forces multinationales [ce qui veut dire les États-Unis et leurs alliés] ont des intérêts dans la région et s'efforcent de les protéger en s'appuyant sur les rivalités interconfessionnelles, sur des pressions économiques et psychologiques ou sur des actions militaires[74].

Par conséquent, pour ce qui concerne la politique américaine, la réelle inquiétude porte sur la question de savoir si oui ou non la démocratie arabe favorise les intérêts américains au Moyen Orient. Dans ce cas, « probablement pas », mais, ce qui est plus important, nous ne connaissons pas encore le genre de démocratie qui apparaîtra éventuellement, dans quel pays ni ce que pourrait être sa stabilité.

Pour les États-Unis, cela devrait représenter une période d'attente vigilante et de réalisation du fait que les anciennes politiques de soutien de dirigeants arabes qui n'ont pas été élus au nom de la stabilité régionale risquent de ne pas donner les mêmes résultats qu'elles le firent pendant de nombreuses décennies. Bien qu'un tel soutien se soit parfois montré utile en termes de renseignement partagé, de coopération dans le domaine de l'arrestation des suspects de terrorisme, d'exercices militaires multinationaux et de droits d'utilisation de bases, la réalité est qu'un tel soutien risque aujourd'hui de ne faire qu'affaiblir les détenteurs du pouvoir absolu dans les pays arabes. Il est donc nécessaire de choisir beaucoup plus soigneusement le ou les dirigeants arabes à soutenir. Plus important encore, l'éventail des résultats possibles dans des pays tels que l'Egypte est trop large pour élaborer une politique américaine définitive dans la mesure où l'Egypte pourrait devenir une démocratie partielle ou complète, les Frères Musulmans pourraient gagner suffisamment de sièges pour bloquer la coopération de l'Egypte et des États-Unis ou l'armée égyptienne pourrait décider de conserver les rênes du pouvoir, espérant préserver ses positions privilégiées, et, au mieux, de limiter la

démocratie. Des choix américains irréfléchis sans une vue à long terme des changements survenant dans le monde arabe ne produiraient que des déceptions politiques.

Conclusions

L'année 2011 commença de façon prometteuse dans le monde arabe avec l'effondrement de deux régimes autocratiques au pouvoir pendant des décennies. Cela fit initialement naître dans la région et au-delà l'espoir de voir enfin la démocratie s'épanouir, un vrai « Printemps arabe ». Cependant, la croyance en une transition relativement rapide et indolore s'évanouit lorsque les détenteurs d'un pouvoir absolu dans certains pays arabes tirèrent des enseignements de ce qui était arrivé à leurs anciens collègues et renforcèrent leur pouvoir, s'unissant dans certains cas et faisant payer chèrement l'opposition. Les révoltes qui se déclenchèrent à Oman, à Bahreïn et en Jordanie chancelèrent lorsqu'une combinaison de violence de la part des forces de sécurité et de mesures de réforme partielle les étouffa. Dans d'autres cas, les manifestations de rues continuèrent mais les dictateurs au pouvoir en Syrie, au Yémen et en Libye utilisèrent leurs troupes d'élite, renforcées parfois par des mercenaires étrangers, pour réprimer violemment les mouvements populaires. Dans le cas libyen, l'OTAN et le soutien du Qatar ont probablement fait la différence à mettre fin au régime de Kadhafi. Le *statu quo* reprit ses droits dans les quelques pays arabes qui n'avaient pas été ravagés par la violence. Le désordre s'accrut en Egypte et au Yémen après le départ de leurs dirigeants, en partie parce que ce départ créa un vide politique trop vaste pour être comblé par quiconque autre que les forces armées ou, dans le cas du Yémen, parce que des factions rivales se disputèrent les dépouilles. Il resta aux États-Unis et aux autres pays extérieurs à se demander comment réviser leurs politiques moyen-orientales au milieu de l'incertitude qui persiste dans la région.

Au même moment, une force qu'il sera très difficile de juguler complètement s'est déchaînée dans le monde arabe même si, dans les pays où la réaction du régime a été particulièrement violente et répressive, il se peut que le mouvement s'éteigne presque complètement, comme cela s'est produit en Iran après 2009. Il est certain que les espoirs de ceux qui s'attendaient à une transition relativement rapide et générale vers la démocratie dans le monde arabe ont été anéantis. Toutefois, si une démocratisation s'établit même lentement en Tunisie et peut-être en Egypte, et que la Jordanie et le Maroc continuent à ouvrir un système politique relativement fermé, les espoirs de transformation politique que nourrissent les Arabes persisteront et il se peut que la démocratie s'étende lentement. Cela pourrait constituer un résultat plus favorable à long terme pour les partisans arabes de la démocratie dans la mesure où, comme il a été remarqué ici, la diffusion trop rapide de la gouvernance démocratique peut parfois être porteuse des germes de sa propre destruction.

Notes

1. ALEXANDER, Christopher, *Tunisia: Stability and Reform in the Modern Maghreb*, Londres : Routledge, 2010, pp. 64–65.

2. *Freedom House* (FH) publie une carte annuelle de la liberté, disponible à http://www.freedomhouse.org /images/File/fiw/FIW2011_MENA_Map_1st%20draft.pdf. Cette organisation considère le Sahara occidental comme un pays distinct classé comme n'étant pas libre, alors que le Maroc, qui revendique le Sahara occidental, est classé comme partiellement libre. Soixante-dix-huit pour cent de la population totale du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord vivent dans les pays classés comme non libre comparés à 35 pour cent en Afrique subsaharienne.

3. Iliya Harik fait remarquer que le relativement non démocratique Koweït et la relativement démocratique Turquie reçoivent la même note (partiellement libre), et que certains états de l'Afrique subsaharienne où la démocratie est en grave danger sont mieux classés que la plupart des pays arabes. Il déclare que « Le raisonnement n'est pas ici que les pays arabes ont une brillante réputation de démocratisation, comme ce n'est manifestement pas le cas. La question est de savoir si l'expression systématique sous forme quantitative par FH de la démocratisation est vraiment fiable ». HARIK, « Democracy, Arab Exceptionalism, and Social Science », *Middle East Journal* 60, n° 4, automne 2006, pp. 664–84.

4. BELL, James, « *Will Enthusiasm for Democracy Endure in Egypt and Elsewhere?* », Pew Charitable Trust, 8 mars 2011, http://pewresearch.org/pubs/1918/enthusiasm-for-democracy-in-egypt -tunisia-fragile-eastern-europe-experience-shows.

5. JAMAL, Amaney et TESSLER, Mark, « Attitudes in the Arab World », *Journal of Democracy* 19, n° 1, janvier 2008, p. 97. Comme pour toutes les enquêtes, ces résultats doivent être acceptés avec la circonspection qui convient. Les personnes interrogées n'ont pas toutes la même conception de la « démocratie » et la faveur dont celle-ci jouit est parfois plus grande dans les pays non démocratiques que dams les autres. Yu-Han Chu et Min-Hua Wang concluent qu'un soutien inconditionnel de la démocratie est moins affirmé à Taiwan et en Corée du Sud, deux exemples de réussite de transformation démocratique en Asie, qu'au Viêt-Nam et en Chine, où continue de dominer un système à parti unique. Voir CHU et WANG, « Solving an Asian Puzzle », *Journal of Democracy* 21, n° 10, octobre 2010, pp. 114–22.

6. CAROTHERS, Thomas, « The 'Sequencing' Fallacy », *Journal of Democracy* 18, n° 1, janvier 2007, p. 21.

7. LESSER, Ian O., « Policy towards Algeria after a Decade of Isolationism », *Mediterranean Quarterly* 12, n° 2, printemps 2001, pp. 8–21. Daniel Brumberg prédit froidement que « si l'expérience algérienne est immédiatement en difficulté ou ne réussit provisoirement que pour donner naissance à un nouvel autoritarisme, cela portera un coup sévère aux perspectives d'une occasion démocratique dans le monde arabe ». BRUMBERG, « Islam, Reform, and Elections in Algeria », *Journal of Democracy* 2, n° 1, hiver 1991, p. 71.

8. BUNCE, Valerie et WOLCHIK, Sharon L., « Favorable Conditions and Electoral Revolutions », *Journal of Democracy* 17, n° 4, octobre 2006, p. 6.

9. TILLY, Charles, « Inequality, Democratization, and De-Democratization », *Sociological Theory* 21, n° 1, mars 2003, p. 41. Michael Bernhard présente un argument comparable pour expliquer l'échec du maintien de la démocratie en Allemagne sous la république de Weimar : « Ce mariage du fer et du seigle (agriculture à l'est *et* industrie à l'ouest) perpétua le modèle social d'inégalité du développement. Il préserva le caractère quasi-féodal de l'agriculture allemande à l'est, alors que l'ouest de l'Allemagne évoluait de plus en plus vers une société moderne… À cause de cette alliance, l'Allemagne est considérée comme l'exemple européen classique du potentiel antidémocratique de la bourgeoisie ». BERNHARD, « Democracy in Germany: A Reappraisal », *Comparative Politics* 33, n° 4, juillet 2001, p. 382.

10. Certains membres de ces élites se rallièrent aux manifestants contre le régime en place mais ils le firent dans une large mesure parce qu'ils crurent qu'ils pourraient maintenir leur pouvoir sous un régime démocratique ou parce qu'ils étaient tombés en disgrâce au palais présidentiel.

11. SORENSON, David S., *Global Security Watch: Lebanon*, Santa Barbara, Californie : Praeger, 2010, pp. 79–80 et JAMAL, Amaney A., *Barriers to Democracy: The Other Side of Social Capital in Palestine and the Arab World*, Princeton, New Jersey : Princeton University Press, 2007, p. 24.

12. Pour des exemples, voir JONES, Toby Craig, *Desert Kingdom: How Oil and Water Forged Modern Saudi*, Cambridge, Massachusetts : Harvard University Press, 2010 ; HERTOG, Steffen, *Princes, Brokers, and Bureaucrats, Oil and the State in Saudi Arabia*, Ithaca, New York : Cornell University Press, 2010 ; *DAVIDSON,* Christopher M., *Dubai: The Vulnerability of Success,* , New York : Columbia University Press, 2008 ; et VALERI, Marc, *Oman: Politics and Society in the Qaboos State*, New York : Columbia University Press, 2009.

13. Cela n'est pas pour insinuer que les sociétés civiles du Moyen Orient sont toutes, ou pour la plupart, des outils de l'état parce que beaucoup ont effectué un travail essentiel qui comble les vides laissés par la négligence gouvernementale. Les autocrates arabes ont pourtant considéré la plupart des groupes formant la société civile comme des menaces et ont pris des mesures contre ceux dont les dirigeants croient qu'ils constituent des intermédiaires pour l'opposition interne et/ou une influence extérieure. Laith Kubba fait toutefois remarquer à juste titre que les groupes constituant la société civile arabe sont des agents efficaces pour apporter la preuve de la médiocrité de trop nombreux gouvernements arabes. KUBBA, « The Awakening of Civil Society », in *Islam and Democracy in the Middle East*, sous la diection de Larry Diamond, Marc F. Plattner et Daniel Brumberg, Baltimore : Johns Hopkins University Press, 2003, pp. 28–34.

14. Voir DeLONG-BAS, Natana J., *Wahhabi Islam: From Revival and Reform to Global Jihad*, Oxford, Royaume Uni : Oxford University Press, 2004, pp. 86–90.

15. MacFARQUHAR, Neil, « Saudi Arabia Scrambles to Limit Region's Upheaval », *New York Times*, 27 mai 2011.

16. *Id.*

17. ROSS, Michael L., « Does Oil Hinder Democracy? », *World Politics* 53, n° 3, avril 2001, pp. 325–61. Les états rentiers tirent leur richesse du produit de matières premières, qui soutient souvent les régimes autoritaires parce que ces recettes servent à acheter l'opposition potentielle et que les flux de revenus minimisent le besoin d'un impôt sur le revenu des personnes physiques, un des principaux moyens de responsabilité du gouvernement vis-à-vis de l'ensemble des citoyens. Voir OKRUHLIK, Gwenn, « Rentier Wealth, Unruly Law, and the Rise of Opposition: The Political Economy of Oil States », *Comparative Politics* 31, n° 3, avril 1999, pp. 296–97 ; LOSMAN, Donald L., « The Rentier State and National Oil Companies: An Economic and Political Perspective », *Middle East Journal* 64, n° 3, été 2010, pp. 427–45 ; HERTOG, Steffen, « The Sociology of the Gulf Rentier Systems: Societies of Intermediaries », *Comparative Studies in Society & History* 52, n° 2, avril 2010, pp. 282–318 ; ULFELDER, Jay, « Natural Resource Wealth and the Survival of Autocracy », *Comparative Political Studies* 40, n° 8, août 2007, pp. 995–1018.

18. TILLY, Charles, *Democracy*, Cambridge : Cambridge University Press, 2007, p. 200. Les études varient toutefois quant à l'ampleur exacte de l'obstacle que les états rentiers représentent pour la démocratie. Michael Herb soutient que, alors que les états à la recherche de rentes ont un impact sur la démocratisation, d'autres facteurs tels que la répartition des revenus et le pourcentage de Musulmans dans la population ont également un impact sur les niveaux de démocratie. HERB, « No Representation without Taxation: Rents, Development, and Democracy », *Comparative Politics* 37, n° 3, avril 2005, pp. 297–316.

19. KHADDURI, Majid, « The Role of the Military in Middle East Politics », *American Political Science Review* 47, n° 2, juin 1953, p. 516 ; LUST-OKAR, Ellen, *Structuring Conflict in the Arab World: Incumbents, Opponents, and Institutions*, Cambridge : Cambridge University Press, 2005, pp. 56–57 ; QUINLIVIN, James T., « Coup-Proofing: Its Practices and Consequences in the Middle East », *International Security* 24, n° 2, automne 1999, pp. 131–65 ; FINER, S. E., *The Man on Horseback: The Role of the Military in Politic*, New York : Frederick A. Praeger, 1962 ; CLARKE, Victoria, *Yemen: Dancing on the Heads of Snakes*, New Haven, Connecticut : Yale University Press, 2010, p. 63 ; SADIKI, Larbi, *Rethinking Arab Democratization: Elections without Democracy*, Oxford, Royaume Uni : Oxford University Press, 2009, p. 120.

20. CIA, « *The World FactBook* », 2011, https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2011.html.

21. LEBOVIC, James H., « Spending Priorities and Democratic Rule in Latin America », *Journal of Conflict Resolution* 45, n° 4, août 2001, p. 450.

22. EL-NAGGAR, Mona et SLACKMAN, Michael, « Hero of Egypt's Revolution, Military Now Faces Critics », *New York Times*, 8 avril 2011.

23. KIRKPATRICK, David D., « Egypt's Military Censors Critics as It Faces More Scrutiny », *New York Times*, 31 mai 2011.

24. SLACKMAN, Michael B., « Islamist Group Is Rising Force in a New Egypt », *New York Times*, 24 mars 2011.

25. SORENSON, David S., « Civil-Military Relations in North Africa », *Middle East Policy* 14, n° 4, hiver 2007, pp. 106–7.

26. SADIKI, Larbi, « Tunisian Elections: Gone Until October? », *Al-Jazeera*, 24 mai 2011.

27. CHRISAFIS, Angelique et BLACK, Ian, « Tunisia Elections Winner: 'We're Hardly the Freemasons, We're a Modern Party' », *Guardian*, 25 octobre 2011.

28. Pour une bonne discussion sur Rachid al-Ghannoushi, voir « Rachid Ghannoushi: Activist in Exile », in ESPOSITO, John L. et VOLL, John O., *Makers of Contemporary Islam*, New York : Oxford University Press, 2001, pp. 91–118.

29. « Morocco Elections a Foretaste for Egyptians », *Al Ahram*, 1 décembre 2011.

30. GAVLAK, Dale, « Jordan's King Abdullah Vows to Allow Elected Cabinets », *BBC News*, 12 juin 2011 ; et « King Outlines Vision for Jordan's Future », *Jordan Times*, 13 juin 2011.

31. ALLEY, April Longley, « Yemen's Multiple Crises », *Journal of Democracy* 21, n° 4, octobre 2010, pp. 74–75. Bien que, comme le note Mme Alley dans un autre article, les structures de la gouvernance yéménite ne produisent ni ne transfèrent aucun pouvoir politique. Le pouvoir et la richesse sont au contraire produits et transmis par l'intermédiaire d'un réseau extrêmement informel mais bien organisé de prébendiers établi sur des bases tribales et régionales. ALLEY, « The Rules of the Game: Unpacking Patronage Politics in Yemen », *Middle East Journal* 64, n° 3, été 2010, p. 386.

32. GOLDSTONE, Jack A., « Understanding the Revolutions of 2011 », *Foreign Affairs* 90, n° 3, mai /juin 2011, p. 14.

33. BELL, « *Will Enthusiasm for Democracy Endure in Egypt and Elsewhere*? ». La question effectivement posée était « Certains estiment que nous devrions compter sur une forme démocratique de gouvernement pour résoudre les problèmes de notre pays. D'autres estiment que nous devrions compter sur un chef d'état gouvernant d'une main ferme pour résoudre ces problèmes. Laquelle de ces solutions est la plus proche de votre opinion ? »

34. Les dirigeants du party *Al-Nour* ne sont pas d'accord sur ces points. « Al-Nour (Light Party) », *Guide to Egypt's Transition*, Carnegie Endowment for International Peace, http://egyptelections.carnegieendowment.org/2011/09/21/al-nour-light-party « Al Nour Party », *Jadaliyya*, 18 November 2011, http://www.jadaliyya.com/pages/index/3171/al-nour-party; et FARRAG, Ismail, « A Salafi Tremor in Egypt—Founding a Party, Recognizing a Civil State and Granting Copts the Right to Refer to Their Religion », *Al Arabiya News*, 2 juin 2011.

35. « 2008 Corruption Perceptions Index, Regional Highlights: Middle East and North Africa », *Transparency International*, http://www.transparency.org/regional_pages/africa_middle_east/middle_east_and_north_africa_mena.

36. United Nations Human Development Programme, *Arab Human Development Report 2002,* New York : United Nations Human Development Programme, 2002, p. 4, http://hdr.undp.org/en/reports/regional/arabstates/RBAS_ahdr2002_EN.pdf.

37. NAJJAR, Fauzi M., « Islam and Socialism in the United Arab Republic », *Journal of Contemporary History* 3, n° 3, juillet 1968, p. 185.

38. KHOURY, Philip S., *Syria and the French Mandate: The Politics of Arab Nationalism, 1920–1945*, Princeton : Princeton University Press, 1987, chap. 8 ; GELVIN, James L., *Divided Loyalties: Nationalism and Mass Politics in Syria at the Close of Empire*, Berkeley : University of California Press, 1998 ; SEALE, Patrick, *The Struggle for Syria: A Study of Post-War Arab Politics, 1945–1958*, New Haven : Yale University Press, 1986.

39. RIVLIN, Paul, *Arab Economies in the Twenty-First Century*, Cambridge : Cambridge University Press, 2009, p. 168 ; ROBINS, Philip, *A History of Jordan*, Cambridge : Cambridge University Press, 2004, pp. 85–87.

40. HOWE, Marvine, *Morocco: The Islamist Awakening and Other Challenges*, Oxford : Oxford University Press, 2005, p. 211. Voir également CAMMETT, Melanie Claire, *Globalization and Business Politics in Arab North Africa*, Cambridge : Cambridge University Press, 2007, pp. 84–86.

41. BARKI, Henri, « Can the Middle East Compete? », *Journal of Democracy* 6, n° 2, avril 1995, pp. 113–27. Bruce K. Rutherford soutient que les critiques exagèrent l'intérêt de l'élite égyptienne des affaires dans le maintien du *statu quo* politique. RUTHERFORD, *Egypt after Mubarak: Liberalism, Islam, and Democracy in the Arab World*, Princeton : Princeton University Press, 2008, p. 209.

42. OSMAN, Tarek, *Egypt on the Brink: From Nasser to Mubarak*, New Haven : Yale University Press, 2010, pp. 120–21.

43. CAMMETT, *Globalization and Business Politics*, p. 216.

41. HENRY, Clement M. et SPRINGBORG, Robert, *Globalization and the Politics of Development in the Middle East*, Cambridge : Cambridge University Press, 2001, p. 135.

45. United Nations Development Programme, *Arab Human Development Report 2009: Challenges to Human Security in the Arab Countries*, New York : United Nations Development Programme, 2009, p. 103, http://www.arab-hdr.org/publications/contents/2009/ch5-e.pdf.

46. RIVLIN, *Arab Economies,* p. 290.

47. OTT, Bryant et YOUNIS, Mohamed, « Egyptians Optimistic Post-Revolution », *Abu Dhabi Gallup Center*, 6 juin 2011, http://www.gallup.com/poll/147938/Egyptians-Optimistic-Post-Revolution.aspx. Le titre de l'article est basé sur une autre question, « Où, sur une échelle de 1 à 10, pensez-vous être dans cinq ans ? », à laquelle les Egyptiens donnèrent une réponse moyenne de 5,7 sur l'échelle de Cantril. Le terme *optimisme* était basé sur la moyenne de 4,9 de l'année précédente mais sans tenir compte de la moyenne de 6,0 enregistrée en 2009 ; la moyenne dans l'après-Moubarak était donc en réalité plus basse que lors des années avant 2010, ce qui ne fait pas apparaître un très grand optimisme.

48. KIRKPATRICK, David D. et SALAH AMER, Dina, « Egypt's Economy Slows to a Crawl; Revolt Is Tested », *New York Times*, 9 juin 2011.

49. KURAN, Timur, « The Weak Foundations of Arab Democracy », *New York Times*, commentaires, 28 mai 2011. Kuran soutient ailleurs que le droit islamique a en outre retardé la croissance économique au Moyen Orient ; voir KURAN, *The Long Divergence: How Islamic Law Held Back the Middle East*, Princeton : Princeton University Press, 2011. Son explication est intéressante mais incomplète, dans la mesure où ce ne sont pas les autres raisons qui manquent pour expliquer la persistance de l'autocratie moyen-orientale, y compris des tendances établies pendant la période de colonialisme européen que connurent la plupart des états arabes et, comme le soutiendraient certains, les exigences d'un rude environnement désertique qui limite la liberté individuelle et favorise l'action collective.

50. Le colonialisme a varié en termes d'intensité et d'effet à travers le monde arabe. Dans certains cas, il s'enracina profondément et des centaines de milliers d'Arabes périrent en lui résistant, comme en Algérie, au Liban et en Libye. Dans d'autres situations, les puissances coloniales tracèrent des frontières mais gouvernèrent en grande partie par l'intermédiaire de dirigeants locaux, comme ce fut le cas dans le Golfe arabique, en Irak et en Jordanie. Cependant, dans d'autres circonstances, le colonialisme européen eut peu d'effet national, comme en Arabie saoudite.

51. PFAFF, Richard H., « The Function of Arab Nationalism », *Comparative Politics* 2, n° 1, janvier 1970, pp. 150–52 ; KASSAB, Elizabeth Suzanne, *Contemporary Arab Thought: Cultural Critique in Comparative Perspective*, New York : Columbia University Press, 2010, pp. 17–19 ; et COOK, Steven A., *The Struggle for Egypt*, New York : Oxford University Press, 2012, pp. 16–17.

52. « Muslim Publics Divided on Hamas and Hezbollah », *Pew Charitable Trust*, 2 décembre 2010, http://pewglobal.org/2010/12/02/muslims-around-the-world-divided-on-hamas-and-hezbollah/.

53. SCHWELDER, Jillian, « Can Islamists Become Moderates? Rethinking the Inclusion-Moderation Hypothesis », *World Politics* 63, n° 2, avril 2011, p. 151.

54. Le mouvement *al-Houthi* est un sous-groupe des musulmans *Zaydi* fondé par Badr al-Din ibn Amir al-Houthi et installé dans le Nord Yémen. Les *Zaydi*, qui vivent au Yémen depuis de nombreux siècles, se plaignirent d'être persécutés par les régimes dirigés par la majorité sunnite pendant de nombreuses années, même sous le gouvernement Saleh, bien que ce dernier soit lui-même un Zaydi.

55. RAGHAVAN, Sudarsan, « Militants Linked to al-Qaeda Emboldened in Yemen », *Washington Post*, 12 June 2011 ; et « Clashes Continue between Al-Qa'ida Militants, Yemeni Military Forces in Zinjibar », *Ma'brib Press,* Open Source Center, 12 juin 2011.

56. TIBI, Bassam, « Islamism and Democracy: On the Compatibility of Institutional Islamism and the Political Culture of Democracy, *Totalitarian Movements and Political Religions* 10, n° 2, juin 2009, p. 144.

57. BAYAT, Asef, *Making Islam Democratic: Social Movements and the Post-Islamist Turn*, Stanford, Californie : Stanford University Press, 2007, p. 187.

58. TELHAMI, Shibley, *2011 Annual Arab Public Opinion Survey*, College Park : University of Maryland, octobre 2011, http://www.brookings.edu/~/media/Files/events/2011/1121_arab_public_opinion /20111121 _arab_public_opinion.pdf.

59. COOK, David, *Martyrdom in Islam*, Cambridge : Cambridge University Press, 2007, p. 163.

60. Dès l'empire ottoman, les tribunaux *charia* étaient avant tout des *tribunaux locaux* qui dépendaient de l'administration centralisée de l'état. Voir FELDMAN, Noah, *The Fall and Rise of the Islamic State*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 2008, pp. 23, 62–65 ; et HALLAQ, Wael B., *Shari'a: Theory, Practice, Transformation*, Cambridge, UK : Cambridge University Press, 2009, en particulier le chap. 15. Comme le note Patricia Crone, bien que les notions occidentales de fonctions, y compris l'ordre intérieur et la défense extérieure, les savants musulmans médiévaux avaient identifié le but du gouvernement en tant que maintien de l'ordre moral par la loi. CRONE, *God's Rule: Government and Islam*, New York : Columbia University Press, 2004, pp. 286–87. L'état moderne, pour de nombreux détracteurs islamistes, a adopté la vision occidentale de l'état tout en abandonnant la version classique islamique.

61. ROY, Olivier, *Secularism Confronts Islam*, New York : Columbia University Press, 2007, p. 81.

62. Site Web Amman Message, http://www.ammanmessage.com/.

63. Le débat à propos de la signification et des conséquences de la *takfir* est profondément intégré à la tradition islamique. Alors que la pratique a probablement son origine dans les débuts de la tradition *kharijite*, elle n'était pas très répandue et les pratiques de meurtre rituel étaient exécrées par les Musulmans. Voir CRONE, Patricia, *God's Rule: Six Centuries of Medieval Islamist Political Thought*, New York : Columbia University Press, 2004, p. 391. On attribue au théoricien des Frères Musulmans égyptiens Sayyid Qutb le renouveau de la *takfir*, voir ABOOB, Mohammed, *The Many Faces of Political Islam: Religion and Politics in the Muslim World*, Ann Arbor : University of Michigan Press, 2008, p. 58. Même si Qutb mettait plus l'accent sur les accusations de *jahiliyya*, l'état d'ignorance de l'Islam, dans lequel il croit que tombent les dirigeants islamiques lorsqu'ils se comportent d'une façon non islamiques, voir CALVERT, John, *Sayyid Qutb and the Origins of Radical Islam*, New York : Columbia University Press, 2010, en particulier le chapitre 6.

64. KIRKPATRICK, David D., « Egypt's Christians Fear Violence as Changes Embolden Islamists », *New York Times*, 30 mai 2011. Il est important de noter, cependant, que certaines des pires violences se sont produites dans la section *Imbaba* du Caire, l'une des régions les plus pauvres de la ville.

65. *Id*.

66. BAKER, Raymond William, *Islam without Fear: Egypt and the New Islamists*, Cambridge : Harvard University Press, 2003, p. 47.

67. RUTHERFORD, *Egypt after Mubarak*, p. 97.

68. ABDUL RAHMAN, Waleed, « Al-Nour Party: Egypt's Salifists Go Mainstream », *Asharq Al-Alawsat*, 6 décembre 2011.

69. Pour des exemples, voir DOYLE, Michael, « Kant, Liberal Legacies, and Foreign Affairs », in *Debating the Democratic Peace*, sous la direction de Michael E. Brown, Sean M. Lynn-Jones et Steven E. Miller, Cambridge : MIT Press ; RUSSETT, Bruce, *Grasping the Democratic Peace: Principles for a Post–Cold War World*, Princeton : Princeton University Press, 1993 ; RAY, James Lee, *Democracy and International Conflict: An Evaluation of the Democratic Peace Proposition*, Columbia : University of South Carolina Press, 1995 ; BACHTELER, Tobias, « Explaining the Democratic Peace: The Evidence from Ancient Greece Reviewed », *Journal of Peace Research* 34, août 1997 ; WEART, Spencer, *Never at War: Why Democracies Will Not Fight One Another*, New Haven : Yale University Press, 1998.

70. MANSFIELD, Edward D. et SNYDER, Jack, *Electing to Fight: Why Emerging Democracies Go to War*, Cambridge : MIT Press, 2005, p. 12.

71. DALACOURA, Katerina, « US Democracy Promotion in the Arab Middle East since 11 September 2001: A Critique », *International Affairs* 81, n° 5, octobre 2005, p. 977.

72. HAMID, Shadi, « The Struggle for Middle East Democracy », *Cairo Review of Global Affairs*, 23 mai 2011, http://www.aucegypt.edu/GAPP /CairoReview/Pages/articleDetails.aspx?aid=20.

73. Brookings Institution, *2008 Annual Arab Public Opinion Poll*, diapositives 32 et 62 http://www.brookings .edu/~/media/Files/events/2008/0414_middle_east/0414_middle_east_telhami.pdf.

74. « Al-Jazirah TV Interviews Egypt's Haykal on Arab Revolts, Obstacles, Other Issues », *Al-Jazeera Satellite Television,* Open Source Center, 8 juin 2011.